

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 276

[2008/200268]

**19 DECEMBRE 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération
conclu le 23 novembre 2007 entre la Communauté française et la Région wallonne
sur l'utilisation conjointe d'infrastructures en milieu rural (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 23 novembre 2007 entre la Communauté française et la Région wallonne sur l'utilisation conjointe d'infrastructures en milieu rural.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 682 (2007-2008), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 19 décembre 2007.

Discussion - Votes.

—————
ANNEXE

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne
sur l'utilisation conjointe d'infrastructures en milieu rural.

Vu la Constitution belge telle que coordonnée le 17 février 1994, notamment en ses articles 121 à 133 et 134 à 140;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en titre *IVbis*;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif aux opérations de développement rural;

Considérant que les programmes communaux de développement rural, ci-après PCDR, dans le cadre du décret susvisé, font apparaître une diversité de besoins notamment des besoins en matière d'accueil extrascolaire, d'accueil de la petite enfance et d'activités culturelles en milieu rural;

Que la satisfaction de ces besoins ressort de compétences tant de la Région wallonne que de la Communauté française;

Que des petites infrastructures polyvalentes sont nécessaires pour accueillir conjointement des activités relevant des compétences ci-avant désignées;

Que les besoins en infrastructure découlent de manière globalisée, des objectifs culturels, touristiques, économiques et sociaux;

Que le partage des compétences, le caractère sectoriel des budgets et la diversité des procédures ont pour conséquence que de telles utilisations conjointes d'immeubles rencontrent des difficultés de mise en œuvre;

Qu'en l'absence de références légales concernant la mise en œuvre d'infrastructures polyvalentes, chaque projet doit dès lors faire l'objet d'accords spécifiques et d'un montage financier particulier, à négocier au cas par cas;

Que dans les faits, cela peut représenter un obstacle à ce qui constitue pourtant, en milieu rural, d'une gestion rationnelle des ressources;

Considérant que le Contrat d'avenir pour la Wallonie tend, entre autres, à favoriser la transversalité et les synergies entre la Région wallonne et la Communauté française;

Considérant que le Contrat d'avenir pour la Wallonie précise dans son annexe, p. 143, la liste des synergies entre la Région wallonne et la Communauté française;

Vu les conclusions des États généraux de la culture reprises dans le plan de "Priorités Culture" adopté par le Gouvernement de la Communauté française le 7 novembre 2005;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 2005 d'accroître le nombre de places d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans, selon une répartition dans le temps et selon les différentes catégories de places, dans un plan dénommé "Plan Cigogne II", nécessitant des infrastructures;

Vus le décret du 3 juillet 2003 du Conseil de la Communauté française relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (décret A.T.L.), l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004 portant réforme des consultations pour enfants, ainsi que le contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);

Considérant les objectifs tels qu'arrêtés par le plan "Priorités Culture" des Etats généraux de la culture adopté par le Gouvernement de la Communauté française le 7 novembre 2005;

Que l'offre culturelle est globalement fort riche et diversifiée;

Que la situation économique générale contraint à maîtriser les dépenses pour permettre aux opérateurs culturels de bénéficier de moyens nécessaires à leur stabilisation et leur développement légitime;

Qu'en conséquence, il est nécessaire d'encadrer l'évolution du nombre des nouvelles reconnaissances et des nouvelles infrastructures;

Qu'un cadastre et une cartographie sont en cours de manière à analyser plus avant les besoins en termes sous régionaux et à penser des réponses adaptées de manière à répondre aux objectifs énoncés dans le plan "Priorités Culture" en termes d'accessibilité;

Considérant qu'il convient en conséquence :

- d'utiliser judicieusement les ressources publiques sans multiplier inutilement les infrastructures;
- de répondre aux demandes de la diversité de la population des communes rurales;
- d'aider les autorités communales à mener des politiques de proximité nécessitant une infrastructure d'accueil ou d'intérêt collectif;

Considérant que le présent accord a précisément pour objet de modaliser l'intervention concomitante de la Communauté française et de la Région wallonne dans le financement de la mise en place d'infrastructures polyvalentes,

Entre :

La Région wallonne représentée par :

Rudy Demotte, Ministre-Président;

Benoit Lutgen, Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

La Communauté française représentée par :

Marie Arena, Ministre-Présidente;

Fadila Laanan, Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse;

Catherine Fonck, Ministre la Santé, de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1^o PCDR : programme communal de développement rural visé au chapitre III du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

2^o maison rurale : bâtiment situé en milieu rural, propriété communale, inclut dans un PCDR et qui accueille des activités reconnues tant au titre des compétences de la Région wallonne que de la Communauté française;

3^o maison de village : bâtiment situé en milieu rural, propriété communale, inclut dans un PCDR ayant fait l'objet de l'octroi d'une subvention, visée au chapitre IV du décret du 6 juin 1991, pour son aménagement ou sa construction et qui accueille des activités reconnues au titre des compétences de la Région wallonne;

4^o surface commune : surface au sein de la maison rurale accessible aux activités reconnues tant au titre des compétences de la Région wallonne que de la Communauté française;

5^o surface réservée : surface au sein de la maison rurale accessible aux compétences exclusives soit de la Région wallonne, soit de la Communauté française.

Art. 2. Lorsque dans un PCDR, un projet concerne l'aménagement ou la création d'une maison rurale visée à l'article 1^{er}, 2^o, dans laquelle sont prévues des actions culturelles subventionnées par la Communauté française, que les actions concernées répondent aux priorités visées par le plan "Priorités Culture" adopté par le Gouvernement de la Communauté française le 7 novembre 2005, notamment en terme d'accessibilité et de participation :

1^o la Région wallonne en subventionne l'aménagement ou la construction conformément au décret du 6 juin 1991 relatif aux opérations de développement rural;

2^o la Communauté française en subventionne l'équipement de base lié au projet conformément aux règles en vigueur en matière d'équipement culturel dans les limites des budgets disponibles.

Art. 3. Lorsque dans un PCDR, un projet concerne l'aménagement ou la création d'une maison rurale, visée à l'article 1^{er}, 2^o, dans laquelle est prévu le développement d'un lieu d'accueil pour l'enfance visé par le Plan Cigogne II (crèches, pré-gardiennats ou MCAE), par le décret ATL, par le contrat de gestion de l'O.N.E (lieu de rencontres parents-enfants), ou l'implantation d'une consultation pour enfants :

1^o la Région en subventionne l'aménagement ou la construction conformément au décret du 6 juin 1991;

2^o la Communauté française subventionne, en fonction des normes prévues par la réglementation de l'O.N.E. et le type de structure ou de milieu d'accueil concerné et ce, dans les limites des budgets disponibles :

— le milieu d'accueil 0-3 ans retenu dans une programmation de l'O.N.E.;

— l'opérateur d'accueil extrascolaire 3-12 ans agréé dans le cadre d'un programme de coordination locale pour l'enfance (programme CLE);

— le lieu de rencontres parents-enfants;

— la consultation pour enfants.

Art. 4. Lorsqu'un PCDR a identifié des besoins en matière d'équipement culturel ou de développement d'activités liées à l'enfance et qu'il existe sur le territoire de la commune une maison de village au sens de l'article 1^{er}, 3^o, les parties conviennent de faciliter l'implémentation de ces équipements et de ces activités au sein de cette maison de village aux conditions suivantes :

1) le maintien de l'objectif initial, tel que mentionné dans la fiche projet concernée du PCDR, visée à l'article 5 de l'arrêté du 20 novembre 1991 portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

2) un accord des 2/3 des membres de la commission locale de développement rural, visée à l'article 5 du décret du 6 juin 1991, amenée à se prononcer dans le suivi du PCDR tel que visé à l'article 8, § 3 du décret du 6 juin 1991;

3) la limitation de la surface réservée aux compétences de la Communauté française à maximum 50 % de la surface totale disponible de l'immeuble et à maximum 50 % du temps total d'occupation.

Art. 5. Dans le but de pérenniser au mieux le projet et les actions menées, il sera notifié dans la convention visée à l'article 12 du décret du 6 juin 1991, l'obligation pour la commune d'établir une convention entre les parties concernées relative au fonctionnement général de la maison rurale et aux investissements humains.

Art. 6. Chaque projet de maison rurale faisant l'objet d'une demande de convention liée au développement rural, devra être soumis pour accord au groupe de travail composé des représentants du Ministre ayant la politique du développement rural et le cas échéant, des Ministres ayant la Petite Enfance et la Politique de la Culture dans leurs attributions ainsi qu'un représentant de chacune des administrations concernées. Les modalités de mise en œuvre seront prévues dans la convention-exécution.

Art. 7. Le Ministre wallon en charge de la Ruralité fera procéder à une évaluation du présent accord trois ans après la publication du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Art. 8. Pour renforcer les synergies, les signataires du présent accord fournissent aux parties contractantes les informations suivantes utiles à sa réalisation :

1^o la liste des communes en développement rural ayant un PCDR approuvé par le Gouvernement wallon;

2^o la liste des communes en développement rural ayant un PCDR en cours de réalisation;

3^o la liste des communes ayant des carences en matière d'équipements culturels;

4^o la liste des communes ayant un opérateur culturel reconnu;

5^o la liste des communes ayant un taux de couverture inférieur à la moyenne de la Communauté française pour l'accueil de la petite enfance;

6^o la liste des communes bénéficiant d'un programme de Coordination locale pour l'Enfance agréée;

7^o la liste des lieux de rencontres parents-enfants subventionnés par l'O.N.E.;

8^o la liste des communes rurales disposant d'une consultation pour enfants agréée et subventionnée par l'O.N.E.

Art. 9. Le présent accord entre en vigueur le jour de la publication du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Bruxelles, le 23 novembre 2007.

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,

Mme M. ARENA

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre la Santé, de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,

Mme C. FONCK

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Ruralité et du Tourisme,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 276

[2008/200268]

19 DECEMBER 2007. — Decreet waarbij goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord gesloten op 23 november 2007 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over het gezamenlijk gebruik van infrastructuren in landelijke gebieden (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering; bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord gesloten op 23 november 2007 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over het gezamenlijk gebruik van infrastructuren in landelijke gebieden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 682 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 december 2007.

Bespreking - Stemmingen.

—
BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest
over het gezamenlijk gebruik van infrastructuren in landelijke gebieden

Gelet op de Belgische Grondwet, zoals gecoördineerd op 17 februari 1994, inzonderheid op artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140 ervan;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, op titel *IVbis* ervan;

Gelet op het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling;

Overwegende dat de gemeentelijk programma's voor plattelandsontwikkeling, hierna PCDR genaamd, in het kader van bovenbedoeld decreet, wijzen op een verscheidenheid aan behoeften, meer bepaald behoeften inzake buitenschoolse opvang, opvang van kleine kinderen en culturele activiteiten in landelijke gebieden;

Overwegende dat het onder de bevoegdheid van zowel het Waalse Gewest als van de Franse Gemeenschap valt om aan die behoeften te voldoen;

Dat er polyvalente kleine infrastructuren nodig zijn voor de gezamenlijke huisvesting van de activiteiten die onder voornoemde bevoegdheden vallen;

Dat de behoeften aan infrastructuren op geglobaliseerde wijze voortvloeien uit culturele, toeristische, economische en maatschappelijke doelstellingen;

Dat de bevoegdheidsverdeling, het sectorale karakter van de begrotingen en de verscheidenheid aan procedures tot gevolg hebben dat een dergelijk gezamenlijk gebruik van panden maar moeilijk verwezenlijkt kan worden;

Dat elk project bij gebrek aan wettelijke referenties betreffende de uitvoering van polyvalente infrastructuren bijgevolg specifieke akkoorden nodig maakt, evenals een bijzondere financiële technieken waarover telkens weer onderhandeld moet worden;

Dat dat in de feiten een hinderpaal kan vormen voor wat nochtans in landelijke gebieden een rationeel beheer van de middelen vormt;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië er o.a. toe strekt de overkoepelende en samenwerkingsverbanden te bevorderen tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië in de bijlage, op blz. 143, de samenwerkingsverbanden tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap nader bepaalt;

Gelet op de conclusies van de Staten-generaal van de cultuur, overgenomen in het plan "Priorités Culture", aangenomen door de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 november 2005;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 2005 om het aantal opvangplaatsen voor kinderen van nul tot drie jaar op te voeren volgens een verspreiding in de tijd en volgens de verschillende plaatscategorieën, in een plan genoemd "Plan Cigogne II", die infrastructuren vereist;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd, op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 2004 houdende hervorming van het consultatiebeleid voor kinderen, evenals op het beheerscontract van het "Office de la Naissance et de l'Enfance" (O.N.E.);

Gelet op de doelstellingen zoals vastgesteld in het plan "Priorités Culture" van de Staten-generaal van de cultuur, aangenomen door de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 november 2005;

Dat het culturele aanbod globaal gezien rijk en verscheiden is;

Dat de algemene economische toestand ertoe noopt de uitgaven te beheersen om de culturele operatoren de gelegenheid te geven om van de middelen gebruik te maken die nodig zijn voor hun terechte stabilisatie en ontwikkeling;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is de ontwikkeling van het aantal nieuwe erkenningen en nieuwe infrastructuren te begeleiden;

Dat er een kadaster en een kaartdocument uitgewerkt worden om dieper in te gaan op de subregionale behoeften en antwoorden te kunnen vinden op de doelstellingen verwoord in het plan "Priorités Culture" in termen van bereikbaarheid;

Overwegende dat het bijgevolg past :

— verstandig gebruik te maken van de overheidsmiddelen zonder de infrastructuren nutteloos in aantal uit te breiden;

— in te gaan op de vragen om een gediversifieerd aanbod van de bevolking in landelijke gemeenten;

— de gemeentelijke overheden te helpen bij het voeren van een buurtontwikkelingsbeleid waarvoor een opvanginfrastructuur of een infrastructuur van collectief nut nodig is;

Overwegende dat dit akkoord er juist toe strekt de samenvallende tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in modaliteiten om te zetten in de financiering van de voorziening in polyvalente infrastructuren,

Tussen :

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door :

Rudy Demotte, Minister-President;

Benoît Lutgen, Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door :

Marie Arena, Minister-Presidente;

Fadila Laanan, Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en de Jeugd;

Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° PCDR : gemeentelijke programma voor landelijke ontwikkeling bedoeld in hoofdstuk III van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling;

2° "Maison rurale" : gebouw gelegen in landelijk gebied, gemeentelijke eigendom, opgenomen in een PCDR en waar activiteiten plaatsvinden die vallen onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;

3° "Maison de village" : gebouw gelegen in landelijk gebied, gemeentelijke eigendom, opgenomen in een PCDR waarvoor een subsidie is toegekend, bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van 6 juni 1991, voor de inrichting of bouw ervan, en waar activiteiten plaatsvinden die vallen onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest;

4° gemeenschappelijke oppervlakte : oppervlakte in de "Maison rurale" waar activiteiten plaatsvinden erkend als vallend onder de bevoegdheden zowel van het Waalse Gewest als van de Franse Gemeenschap;

5° voorbehouden oppervlakte : oppervlakte in de "Maison rurale" die enkel voorbehouden is voor bevoegdheden ofwel van het Waalse Gewest ofwel van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Indien een project in een PCDR de inrichting of de oprichting betreft van een "Maison rurale" bedoeld in artikel 1, 2°, waarin culturele acties worden voorzien die gesubsidieerd worden door de Franse gemeenschap, indien de betrokken acties beantwoorden aan de prioriteiten bedoeld bij het plan "Priorités Culture", aangenomen door de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 november 2005, meer bepaald in termen van bereikbaarheid en deelname :

1° subsidieert het Waalse Gewest de inrichting of de bouw overeenkomstig het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling;

2° subsidieert de Franse Gemeenschap er de met het projectgebonden basisuitrusting overeenkomstig de geldende regels ter zake van culturele uitrustingen, binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 3. Indien een project in een PCDR de inrichting of de oprichting betreft van een "Maison rurale" bedoeld in artikel 1, 2°, waarin de totstandkoming voorzien wordt van een opvangplaats voor kinderen bedoeld bij het "Plan Cigogne II" (kribben, kinderdagverblijf of gemeentelijke kinderopvangplaats), bij het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, bij het beheerscontract van O.N.E. (ontmoetingsplaatsen ouders-kinderen) of de vestiging van een kabinet voor kinderconsultatie;

1° subsidieert het Gewest de inrichting of de bouw overeenkomstig het decreet van 6 juni 1991;

2° subsidieert de Franse Gemeenschap in functie van de normen bepaald bij de O.N.E.-reglementatie en het type betrokken structuur of opvangmilieu en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten :

- het opvangmilieu voor kinderen van 0 tot 3 jaar dat in een O.N.E.-programmatie voorkomt;
- de operator voor buitenschoolse opvang van drie- tot twaalfjarigen in het kader van een programma van plaatselijke coördinatie voor kinderen;
- de ontmoetingsplaats ouders-kinderen;
- de kinderconsultatie.

Art. 4. Indien een PCDR behoeften onderkent inzake culturele uitrustingen of de totstandbrenging van kindergebonden activiteiten en er op het grondgebied een "Maison de village" bestaat in de zin van artikel 1, 3°, komen partijen overeen de implementering van die uitrustingen en activiteiten in de "Maison de village" vlotter te maken onder volgende voorwaarden :

1) het behoud van de aanvankelijke doelstelling zoals aangegeven in de betrokken projectfiche van het PCDR bedoeld in artikel 5 van het besluit van 20 november 1991 ter uitvoering van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling;

2) een instemming van twee derde van de leden van de lokale commissie voor landelijke ontwikkeling, bedoeld in artikel 5 van het decreet van 6 juni 1991, die zich moet uitspreken over de opvolging van het PCDR zoals bedoeld in artikel 8, § 3, van het decreet van 6 juni 1991;

3) de beperking van de oppervlakte voorbehouden voor de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap tot een maximum van 50 % van de beschikbare totale oppervlakte van het pand en tot een maximum van 50 % van de totale bezettingstijd.

Art. 5. Om het project en de gevoerde actie zo goed mogelijk een blijvend karakter te verlenen, wordt in de overeenkomst bedoeld in artikel 12 van het decreet van 6 juni 1991 de verplichting voor de gemeente opgenomen om een overeenkomst tussen betrokken partijen op te stellen met betrekking tot de algemene werking van de "Maison rurale" en de menselijke inzet.

Art. 6. Elk "Maison rurale"-project waarvoor een aanvraag voor een overeenkomst in verband met de landelijke ontwikkeling wordt ingediend, moet ter goedkeuring voorgelegd worden aan de werkgroep bestaande uit de vertegenwoordigers van de Minister bevoegd voor Landelijke Ontwikkeling en, in voorkomend geval, de Ministers bevoegd voor het Peuterbeleid en het Cultuurbeleid, evenals een vertegenwoordiger van elk betrokken bestuur. De uitvoeringsmodaliteiten worden in de uitvoeringsovereenkomst bepaald.

Art. 7. De Waalse Minister bevoegd voor Landelijke Aangelegenheden laat deze overeenkomst beoordelen drie jaar na de bekendmaking van de laatste goedkeuringsakte van de overeenkomstsluitende partijen.

Art. 8. Om de samenwerkingsverbanden te versterken, verstrekken de ondertekenaars van deze overeenkomst volgende voor de uitvoering nuttige gegevens aan de overeenkomstsluitende partijen :

1° de lijst van de gemeenten in landelijke ontwikkeling die beschikken over een door de Waalse Regering goedgekeurde PCDR;

2° de lijst van de gemeenten in landelijke ontwikkeling die beschikken over een PCDR in uitvoering;

3° de lijst van de gemeenten met een gebrekkige culturele uitrusting;

4° de lijst van de gemeenten met een erkende culturele operator;

5° de lijst van de gemeenten die voor de opvang van peuters een bedieningscijfer vertonen dat lager is dan het Franse Gemeenschapsgemiddelde;

6° de lijst van de gemeenten die in aanmerking komen voor een erkend plaatselijk coördinatieprogramma voor kinderverzorging;

7° de lijst van de ontmoetingsplaatsen ouders-kinderen, gesubsidieerd door O.N.E.;

8° de lijst van de landelijke gemeenten met een door O.N.E. erkende en gesubsidieerde kinderconsultatie.

Art. 9. Deze overeenkomst treedt in werking de dag van bekendmaking van de laatste goedkeuringsakte van de overeenkomstsluitende partijen.

Brussel, 23 november 2007.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en de Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN